



SÉCURITÉ SOCIALE

FORMATION

général

FUTUR

ÉCOLE

PROTE

RITES

SANTÉ

Culture

+

SERVICES PUBLICS

ERASMUS

CONGÉS

AVANT-PROPOS

L'Europe...
On l'aime ou on la déteste...
On la trouve belle ou moche...
Proche ou inaccessible...

Mais la connaît-on vraiment ?

Une chose est sûre : l'Union européenne gouverne notre quotidien. Depuis sa fondation dans les années 1950, elle s'est élargie à de nombreux pays (28 actuellement) et a gagné de multiples compétences.

Au point d'influencer tous les aspects de notre existence : comment nous gagnons notre vie, ce que nous achetons, ce que nous mangeons, ce que peuvent ou non faire les gouvernements nationaux, comment se dessine l'avenir de nos enfants...

Il est donc important de **comprendre l'impact des décisions européennes sur notre quotidien.**

Pour vous y aider, dans le cadre de la campagne lancée par le CEPAG, nous vous proposons quatre tests. Ludiques et accessibles, ils abordent quatre dimensions importantes de l'Europe :

- L'Europe... et la manière de gagner ma vie ;
- L'Europe... entre démocratie et sécurité ;
- L'Europe... et mon environnement ;
- L'Europe... et nos relations aux États-Unis.

Au terme de ces tests, vous connaîtrez votre « profil » européen et saurez si l'Europe répond, ou non, à vos attentes, si elle est proche ou éloignée de votre réalité.

Il sera alors temps de voir comment la **pousser dans le bon sens pour la rapprocher davantage de ce qui vous paraît important.**

Bon amusement !

L'EUROPE ET MON... NIVEAU DE VIE.

L'EUROPE NOUS AIDE-T-ELLE À MIEUX GAGNER NOTRE VIE ?

Qu'on soit indépendant, salarié, chômeur ou pensionné, le niveau de vie qu'on possède est étroitement lié aux politiques européennes. En effet, depuis la mise en place d'un marché et d'une monnaie unique, c'est l'Europe qui tire les principales ficelles de la vie sociale et économique. D'où la question : l'Europe m'aide-t-elle à mieux gagner ma vie ?

Faites le test !





1. COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS VOTRE SITUATION PROFESSIONNELLE ?

- A. Mon travail est passionnant, mon banquier est un ami, et j'ai deux rendez-vous qui m'attendent !
- B. Je fais partie de la classe « pigeons » : je travaille de plus en plus pour gagner de moins en moins.
- C. Dans l'ensemble, ça va plutôt bien.
- D. Je suis endetté jusqu'au cou et je ne sais plus comment m'en sortir.

2. SELON VOUS, D'OÙ VIENT LE PROBLÈME DU CHÔMAGE ?

- A. C'est la faute aux politiques : ils ne font rien du tout !
- B. Les impôts étranglent les petites entreprises qui ont du mal à s'en sortir et ne peuvent plus engager.
- C. Les multinationales ont trop de pouvoir : elles délocalisent, licencient, et font une concurrence effroyable aux PME.
- D. Le coût du travail est trop élevé et les syndicats trop puissants : cela fait fuir les investisseurs étrangers.

3. POUR VOUS, LE MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN C'EST :

- A. Une bonne décision politique, mais qui ne suffit pas à maintenir les PME à flot.
- B. Une mauvaise décision politique, qui favorise les délocalisations et le travail précaire.
- C. La meilleure décision politique des 30 dernières années : sans lui, la crise actuelle serait plus grave encore.
- D. Je n'en sais rien, mais il n'a manifestement pas réussi à créer les emplois promis.

4. DIRE QUE LE MARCHÉ EUROPÉEN REPOSE SUR UNE « CONCURRENCE LIBRE ET NON FAUSSÉE », C'EST :

- A. Faux, car payer des salaires moins élevés permet de fausser la concurrence.
- B. Vrai, car chacun est libre d'investir et de travailler sans discriminations.
- C. Juste des mots inventés par des technocrates trop bien payés, histoire de nous endormir.
- D. Plutôt vrai, même s'il y a trop d'inégalités entre les multinationales et les PME.

5. QUI EST À L'ORIGINE DU MARCHÉ EUROPÉEN ?

- A. La Commission européenne et les gouvernements nationaux.
- B. Un lobby syndical : la Confédération Européenne des Syndicats.
- C. Un lobby patronal : la Table Ronde des Industriels européens.
- D. Franchement, quelle importance ?

6. POUR VOUS, LES DÉLOCALISATIONS SONT...

- A. Un mal inéluctable pour faire face à la concurrence internationale.
- B. La raison pour laquelle je vais probablement bientôt me retrouver au chômage...
- C. Le moyen de donner du travail aux pays pauvres en créant du travail hautement qualifié ici.
- D. La conséquence d'accords politiques internationaux de « libre-échange ».

7. QU'EST-CE QUE LE « DUMPING SOCIAL » ?

- A. Un mot diplomatique, inventé par l'Europe pour faire plaisir aux Anglais (dumping) et aux Français (social).
- B. Un mot idéologique inventé par les syndicats pour revendiquer des hausses de salaires.
- C. Le nom d'une politique européenne visant à combattre les entreprises qui trichent en payant des salaires moins élevés que la normale.
- D. Un choix politique européen, qui permet aux entreprises de délocaliser vers des zones à bas salaires.

8. POUR VOUS, L'EURO C'EST... :

-
- A. Une monnaie gérée par une institution non démocratique : la Banque Centrale Européenne.

 - B. Un truc que j'aimerais bien voir se multiplier dans mes poches, mais malheureusement c'est plutôt l'inverse qui se produit...

 - C. Une bonne chose, car on peut exporter, importer et voyager partout en Europe sans payer les taux de change.

 - D. Une nécessité vitale, car nos entreprises ont besoin d'une monnaie unique pour concurrencer le dollar.
-

9. QU'EST-CE QUI A PROVOQUÉ LA CRISE FINANCIÈRE DE 2007/2008 ?

-
- A. Des ingérences politiques dans le fonctionnement des banques.

 - B. Un manque de contrôle public des banques : à force de confondre investissements et casino, elles ont joué avec notre argent et tout perdu.

 - C. Un problème typiquement américain, qui aurait été plus grave si l'Europe n'avait pas agi pour empêcher des faillites à la chaîne.

 - D. Un problème dû à des crédits je-sais-pas-trop-quoi, qu'on a vendu je-sais-plus-trop-comment, mais ce qui est sûr, c'est que ça a mal tourné !
-

10. QUAND ON VOUS DIT « AUSTÉRITÉ », VOUS PENSEZ :

-
- A. A la Grèce, qui est obligée de faire des économies car elle a trop longtemps vécu au-dessus de ses moyens.

 - B. A un truc des médias pour vendre du papier et éviter de parler des vrais problèmes.

 - C. Au courage politique nécessaire pour empêcher, partout en Europe, des dépenses publiques excessives.

 - D. A des reculs sociaux imposés aux populations pour nourrir les banques et enrichir le secteur financier.
-

11. POUR SORTIR DE LA CRISE ACTUELLE, LE MIEUX EST DE :

-
- A. Confier davantage de pouvoirs à l'Europe, qui est la seule à pouvoir coordonner l'action des gouvernements nationaux.
-
- B. Favoriser les investissements (publics et privés) répondant à des besoins sociaux et écologiques.
-
- C. Arrêter l'Europe qui est un échec total.
-
- D. Soutenir les commerces locaux et les PME, qui font vivre beaucoup de monde.
-

12. QUELLE EST LA DEVISE QUI DEVRAIT INSPIRER L'EUROPE D'AUJOURD'HUI ?¹

-
- A. « Si j'ai bien lu Freud, les hommes auraient deux problèmes, le cul et le fric. Sachant que tout le monde a un cul, occupons-nous du fric ».
-
- B. « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui sont les emplois d'après-demain ».
-
- C. « Si, à 50 ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie ».
-
- D. « Le monde contient bien assez pour les besoins de chacun, mais pas assez pour la cupidité de tous ».
-

¹ Question 12 du test: voici les auteurs des citations :

A. Coluche, *humoriste, 1944-1986*

B. Helmut Schmidt, *chancelier allemand, en 1974*

C. Jacques Séguéla, *publicitaire et chargé en communication, en 2009*

D. Gandhi, *leader de l'indépendance de l'Inde, 1869-1948*

CALCULEZ VOTRE RÉSULTAT

Pour chacune des questions, entourez votre réponse et faites votre total de :



Découvrez ensuite votre profil.

	A	B	C	D
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				

RÉSULTATS

VOTRE RAPPORT À L'EUROPE... ET AU BIEN-ÊTRE MATÉRIEL

Majorité de 

Investisseur dynamique

Êtes-vous rentier ? Investisseur boursier ? Une chose est sûre : vous raisonnez comme un businessman accompli. Votre monde gravite dans les courbes statistiques, les cours boursiers sont votre oracle préféré, et vous maudissez les ingérences de l'État dans les mécanismes harmonieux du marché. Pour vous, le monde serait beaucoup mieux sans syndicats qui empêchent les entreprises de créer des richesses. Pour toutes ces raisons : vous aimez l'Europe, que vous semblez par ailleurs bien connaître.

L'Europe : avec le marché unique, l'Europe a mis en place un système qui vous convient à merveille. Prenons les délocalisations vers des zones à bas salaires : cette pratique légale permet aux entreprises de gonfler leurs bénéfices en évitant les pays trop exigeants sur le plan social ou fiscal. Vous trouvez ça très bien, car payer des impôts vous semble injuste. Inversement, vous êtes du genre à réclamer que l'État honore le paiement des intérêts sur la dette publique, quitte à priver les populations (comme en Grèce) de services sociaux élémentaires. Que vous importe l'injustice : le monde appartient aux gens performants, et les dividendes qu'ils gagnent rendent tout à fait supportable la misère d'autrui.



A méditer : outre leur côté vieillot (leur invention remonte aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles), les pensées qui vous animent ignorent une leçon importante de l'histoire. Lorsqu'il mise tout sur les entrepreneurs et refuse un contrôle politique des marchés, le capitalisme va de crises en crises. Inversement, sa plus grande période d'expansion est intervenue au XX^{ème} siècle, suite aux mobilisations sociales et à la création de l'État-providence : loin de noyer les entreprises sous les « charges sociales », la montée des salaires et la création de temps libre (week-end, congés payés...) ont créé dans la population une foule de nouveaux désirs et besoins que les entreprises se sont empressées de satisfaire. Aujourd'hui, ce monde de partage relatif vacille sous l'effet des politiques européennes et des critères de rentabilité financière qui aveuglent le monde marchand. Qui finira, lui aussi, par en payer le prix.

Majorité de 

Spéculateur optimiste !

Instinctivement, vous aimez l'Europe. Dire pourquoi n'est pas toujours facile, mais vous préférez vivre avec l'Europe plutôt que sans l'Europe. Par ailleurs, en ces temps de restructurations dans les grandes entreprises, vous pensez qu'il faut prioritairement soutenir les PME pour créer des emplois. En bon optimiste, vous comptez sur l'Europe pour agir en ce sens. Votre confiance est-elle judicieuse ?

L'Europe : si vous étiez un investisseur boursier, on pourrait dire que vous avez misé sur le mauvais cheval. Car l'Europe soutient avant tout les multinationales et les grands investisseurs étrangers. Par exemple, la création du marché européen a provoqué de multiples fusions et acquisitions d'entreprises, au cours desquelles de nombreuses PME ont été avalées par des multinationales (ou en sont devenues de simples satellites). De plus, les politiques européennes provoquent le recul du niveau de vie de nombreux citoyens car les entreprises sont encouragées à délocaliser vers des régions à bas salaires où le niveau des impôts à payer est quasi nul. Cela provoque une baisse du niveau de vie (plus ou moins forte selon les pays). Et quand la population a moins d'argent, forcément, il y a aussi moins de clients dans les magasins...



A méditer : le marché n'est pas bon ou mauvais en soi. Un marché fonctionne avec des règles définies par des institutions (par exemple, les Parlements nationaux ou la Commission européenne). Selon les règles choisies, le marché sera plus ou moins démocratique, plus ou moins tyrannique, favorisant (ou non) certains groupes sociaux. En organisant le marché unique sur base d'une concurrence déloyale (on peut tricher sur ses coûts de production en s'installant dans des régions à bas salaires), l'Europe donne un avantage compétitif aux entreprises les plus cyniques (mépris des travailleurs) et les moins citoyennes (évasion fiscale). Face à une telle concurrence, comment résister lorsqu'on est une PME qui paie des salaires corrects et des impôts sur les bénéfices ? Finalement, le « libre-échange » ne profite vraiment pas à tout le monde !

Majorité de Travailleur insoumis

L'Europe sociale : vous y avez peut-être cru un jour, mais ce n'est plus le cas plus aujourd'hui. Vingt ans après la mise en œuvre du marché européen, vous constatez l'ampleur des dégâts : les riches font de l'évasion fiscale, les multinationales délocalisent à tour de bras, mais c'est aux pauvres, aux travailleurs et aux chômeurs qu'on demande toujours plus d'efforts et de sacrifices. Cela vous paraît aberrant et vous avez raison : un tel modèle de société est indigne des valeurs humaines censées nous guider.

L'Europe : l'avez-vous aimée hier ? Souhaitez-vous qu'elle continue d'exister demain ? C'est possible... même si vous n'aimez pas du tout l'actuelle politique européenne. Car vous croyez en la solidarité. Vous pensez qu'un travail mérite un salaire convenable, du respect et un minimum de considération. Mais l'Europe organise la concurrence en favorisant les régions à bas salaires : du coup, les contrats précaires et les mauvais salaires se multiplient. Pour enrayer cette logique infernale, les gouvernements devraient revoir les règles du marché européen. Mais ils n'en font rien et multiplient les cadeaux fiscaux pour séduire les investisseurs internationaux. Il en découle de moindres rentrées financières pour les finances publiques, suivis par des traités européens d'austérité... faisant payer les pots cassés à la population. Si l'Europe prétend nous sortir ainsi de la crise, son discours est tout... sauf crédible !



A méditer : une société proclamant qu'enrichir les riches est la meilleure manière de nourrir les pauvres est une société qui ne va pas bien. Cela, vous l'avez parfaitement compris. Vous avez le profil d'un citoyen engagé. Mais militez-vous ? Êtes-vous membre d'un syndicat ou d'une association ? Partagez-vous vos opinions autour de vous ? Tentez-vous de faire comprendre l'écart - gigantesque - existant entre les discours européens et la réalité des politiques mises en place ? Allez-vous faire connaître ce test autour de vous ? Sincèrement, on ne peut que l'espérer car c'est de citoyens comme vous, dont a besoin l'Europe de demain.

Majorité de Plaisantin amer

L'Europe, elle ne vous aide pas franchement à mieux gagner votre vie. Ce n'est pas vraiment réfléchi, mais votre opinion est faite : l'Europe ne contribue pas à votre bonheur matériel. Vous naviguez entre humour et cynisme, entre révolte et résignation, mais la politique ne vous intéresse pas beaucoup. Vous préférez lâcher une ou deux bêtises, histoire d'oublier les problèmes... Et si l'on était sérieux un instant, que dire des relations entre l'Europe et la pauvreté ?

L'Europe : le problème de la pauvreté extrême, l'Europe l'a déjà connu. Au XIX^{ème} siècle, il n'y avait pas de protection sociale, pas de congés payés, pas de salaire minimum, pas de remboursements des soins de santé... Ce qui a permis d'inverser la tendance, ce sont les combats collectifs, les revendications pour des droits sociaux et... un rapport de forces qui déboucha sur la création de la Sécurité sociale. Tout cela, l'Europe est en train de le jeter par la fenêtre en favorisant la création de firmes privées tentaculaires, où les lieux réels de décision (sièges centraux de multinationales) sont très éloignés des lieux de production. Conséquence : le travailleur ne connaît même plus son véritable patron, car ceux qui tirent les ficelles de l'entreprise multinationale n'ont que l'embaras du choix pour déplacer ateliers, usines, bureaux, lieux de production et postes de travail sur un vaste territoire : tant qu'ils restent dans l'enceinte du marché européen, ils ont la garantie que leurs marchandises pourront circuler sans contraintes.



A méditer : si l'on accepte cette logique, les reculs sociaux et les problèmes de pauvreté vont s'amplifier. Pour renverser la vapeur, mieux vaut comprendre ce qui se passe : si l'Europe est coupable, les gouvernements qui la composent le sont tout autant car ils participent aux grandes décisions européennes. Heureusement, ce que la politique a mal construit, elle peut également le déconstruire ou l'aménager différemment. Tout est une question de priorités dans les décisions, ce qui renvoie aux valeurs qui guident nos choix... notamment lors des élections. Et comme tous les partis ne votent pas de la même façon, s'intéresser (un peu) à la politique est une manière d'agir dans le bon sens. Tout comme militer dans des mouvements sociaux réclament plus de solidarités et moins d'exclusions...

LE SAVIEZ-VOUS ?

Qui est à l'origine du marché européen ?

Officiellement, la création du marché européen est une décision des gouvernements nationaux, qui ont pris toutes les décisions nécessaires entre 1986 et 1993. La Commission européenne intervient également en aménageant le fonctionnement du marché unique ou en le surveillant. Cependant, c'est un lobby patronal (la Table Ronde des Industriels Européens) qui a eu l'idée de ce marché unique... qui permet aux entreprises de mettre en concurrence les travailleurs et les régimes fiscaux de 28 pays différents, provoquant ainsi une pression à la baisse sur les salaires et les impôts qu'elles payent.

Le dumping social et fiscal

Le dumping, c'est une concurrence déloyale où des entreprises profitent des différences de législations entre plusieurs pays pour baisser artificiellement leurs coûts. On parlera de dumping social quand une entreprise s'installe dans une zone à bas salaire, de dumping fiscal quand une firme se localise dans une région où les impôts à payer sont quasi nuls, et de dumping écologique quand une société profite de législations très laxistes en matière environnementale.

Autant de pratiques détestables que l'Europe encourage à travers les règles actuelles du marché unique.

La crise financière et l'Euro

La crise financière de 2007/2008 est le résultat des politiques de libéralisation. Aux États-Unis, les autorités ont encouragé les banques à être de plus en plus compétitives en les autorisant à créer tout et n'importe quoi, notamment des produits très spéculatifs : les subprimes. En Europe aussi, on a encouragé les banques à être de plus en plus compétitives, notamment en favorisant leurs investissements sur les marchés internationaux. Voilà comment des produits spéculatifs américains (les subprimes) se sont retrouvés dans les banques européennes. Puis, quand la crise a éclaté et que le système s'est effondré, ce sont les contribuables (américains et européens) qui ont dû payer pour les erreurs du monde politique et la frénésie spéculative des banques privées. Le pire, c'est qu'après avoir dépensé 1.600 milliards d'euros au niveau européen pour sauver les banques de la faillite, l'une des principales décisions politiques européennes fut d'imposer des mesures draconiennes d'austérité contre les populations.

La Banque Centrale européenne et l'€uro

La Banque Centrale Européenne est l'institution en charge de la gestion de l'€uro et de la politique monétaire européenne. C'est un boulot politique très important, mais qui échappe totalement au contrôle démocratique car la Banque Centrale Européenne est gérée par des « experts » qui n'ont pas de compte à rendre à la population. Pire : les banques privées peuvent y emprunter de l'argent à faible taux d'intérêt (1 % par exemple), ce qui est interdit aux États et aux gouvernements. Moralité : quand la Grèce (ou un autre pays) a besoin d'argent, elle est obligée de l'emprunter à une banque privée auquel elle va parfois payer des intérêts très élevés (8 ou 9 % par exemple).

L'EUROPE, LA DÉMOCRATIE ET... MA SÉCURITÉ.

COMMENT L'EUROPE NOUS PROTÈGE-T-ELLE ?

La démocratie, c'est une manière de gérer les conflits sans recourir à la violence. Ce qui n'exclut pas l'usage de la force (police, tribunaux...). Et comme la sécurité est en partie l'affaire de l'Europe, reste à savoir comment celle-ci s'y prend pour nous protéger.

Faites le test pour savoir si l'Europe répond (ou non) à vos attentes...





1. VOUS AVEZ LE SENTIMENT QUE L'EUROPE EST :

- A. Parfaitement démocratique.
- B. Plutôt démocratique.
- C. Pas du tout démocratique.
- D. Une intrusion étrangère dans la vie de mon pays.

2. POUR VOUS, UNE « LIBERTÉ FONDAMENTALE », C'EST :

- A. Des nouvelles technologies qui nous rendent plus libres et nous tournent vers l'avenir.
- B. La possibilité d'exprimer ses opinions en toute liberté, ce qui implique le respect des minorités (politiques, sexuelles, religieuses...).
- C. Le droit de se faire justice soi-même.
- D. Des procédures judiciaires accélérées, afin qu'un crime ou délit soit suivi d'une sanction rapide.

3. QU'EST-CE QUI VOUS FAIT LE PLUS PEUR AUJOURD'HUI ?

- A. Mes collègues au travail, mes voisins pas gentils et aussi les jeunes dans la rue...
- B. La violence en général, et la réaction insuffisante des autorités.
- C. Rien de particulier, tout va très bien, merci !
- D. La répression trop forte des mouvements sociaux (syndicats, ONG...).

4. POUR VOUS, LA MEILLEURE GARANTIE DE SÉCURITÉ, C'EST :

- A. Réduire les inégalités entre pauvres et riches.
- B. Chacun chez soi, les étrangers dehors et rétablir la peine de mort.
- C. Donner des technologies de pointe à la police pour qu'elle repère les terroristes potentiels.
- D. Se lever de bonne humeur, et sourire aux gens quand on les croise dans la rue.

5. L'AGENCE EUROPÉENNE DES DROITS FONDAMENTAUX, C'EST :

- A. Un bidule administratif de plus, qui coûte des sous et ne sert à rien.
- B. Une institution qui conseille (sans contraindre) les institutions européennes sur la manière d'intégrer les Droits de l'Homme.
- C. Une institution qui sanctionne les gouvernements nationaux prenant des décisions contraires aux Droits de l'Homme.
- D. Le nom de code d'une police secrète européenne chargée d'espionner la population.

6. EN 2008, LE PARLEMENT EUROPÉEN AUTORISAIT LES ETATS NATIONAUX À ENFERMER, DURANT UN AN ET DEMI, LES SANS-PAPIERS REFUSANT D'ÊTRE EXPULSÉS. SELON VOUS, C'EST :

- A. Faux... mais en voilà une bonne idée !
- B. Vrai... Et comment faire autrement ?
- C. Faux. Le Parlement européen n'autoriserait jamais l'enfermement automatique de gens sans procès.
- D. Si c'est vrai, c'est scandaleux. Comment peut-on emprisonner des gens n'ayant commis aucun délit ?

7. EN 2004, L'UNION EUROPÉENNE A DÉCIDÉ D'AJOUTER SUR LES (FUTURS) PASSEPORTS EUROPÉENS L'EMPREINTE DIGITALE DES PROPRIÉTAIRES. SELON VOUS, C'EST :

- A. Faux, évidemment. Prendre les empreintes digitales, c'est réservé aux personnes arrêtées par la police.
- B. Vrai. Mais quelle décision aberrante !
- C. Vrai. Et tant mieux : ça compliquera la falsification des passeports.
- D. Je n'en sais rien, et je m'en fiche.

8. SI L'ON VOUS DIT QUE L'EUROPE CONSIDÈRE LA DISTRIBUTION DE TRACTS COMME UN ACTE POTENTIELLEMENT TERRORISTE, COMMENT RÉAGISSEZ-VOUS ?

-
- A. L'Europe n'a certainement pas le courage d'aller jusque-là.
-
- B. Je n'y crois pas une minute à votre blague.
-
- C. Par les temps qui courent, on n'est jamais trop prudent !
-
- D. C'est un signal d'alarme, le signal d'une société qui dérive hors de la démocratie.
-

9. EN 2006, L'UNION EUROPÉENNE A IMPOSÉ UNE MESURE AUX SOCIÉTÉS DE COMMUNICATION GÉRANT LES « MÉTADONNÉES » (QUI AVONS-NOUS APPELÉ AU TÉLÉPHONE ? DURANT COMBIEN DE TEMPS ? SUR QUELS SITES AVONS-NOUS SURFÉ ?). CETTE DÉCISION EUROPÉENNE CONSISTAIT À :

-
- A. Imposer aux sociétés de conserver toutes les métadonnées de connexion, ce qui revient à violer notre droit à la vie privée.
-
- B. Interdire aux géants de l'Internet (Microsoft, Google...) de conserver nos métadonnées, précisément afin de protéger notre droit à la vie privée.
-
- C. Imposer aux sociétés de conserver toutes les métadonnées de connexion, mais pour une bonne raison : la lutte contre le terrorisme.
-
- D. Interdire aux géants de l'Internet (Microsoft, Google...) de conserver nos métadonnées, mais en réalité ça ne change rien du tout.
-

10. SELON VOUS, EURODAC C'EST :

-
- A. Les résultats d'un sondage annuel sur la popularité de l'Europe auprès des citoyens.
-
- B. Une plateforme de partage d'expériences, mettant en contact ONG nationales et institutions européennes défendant la démocratie.
-
- C. Une ONG qui promeut le droit au mariage pour tous dans toute l'Europe. Il faudrait l'interdire au plus vite !
-
- D. Une base de données européenne qui fiche les demandeurs d'asile comme s'il s'agissait de repris de justice (empreinte digitales, scanner de l'œil, etc.).
-

11. RÉCEMMENT, L'ESPAGNE VIENT DE DURCIR L'ARSENAL PÉNAL CONTRE LES MANIFESTANTS. PAR EXEMPLE, SI UN MANIFESTANT REFUSE D'OBTEMPÉRER À UN ORDRE DE LA POLICE, IL ÉCOPERA D'UNE AMENDE ALLANT DE 1.000 À 30.000 EUROS. QUELLE DEVRAIT ÊTRE LA RÉACTION DE L'EUROPE ?

- A. C'est une politique d'intimidation non démocratique, et j'espère que l'Europe a pris des sanctions contre l'Espagne.
- B. Désobéir à la police est grave : il faudrait sanctionner plus lourdement ce genre d'infractions.
- C. C'est une affaire nationale qui ne regarde que l'Espagne.
- D. C'est une affaire européenne, mais il n'y a pas de quoi fouetter un chat.

12. EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, QUELLE SERAIT VOTRE DEVISE PRÉFÉRÉE ?¹

- A. « Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous ».
- B. « Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'un ni l'autre, et finit par perdre les deux ».
- C. « Nous subissons les conséquences de 50 années d'immigration insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration ».
- D. « Le bateau est en sécurité dans le port. Mais ce n'est pas pour cela que les bateaux ont été construits. Prenez la mer et faites de nouvelles choses ».

¹ Question 12 du test : voici les auteurs des citations :

A. George W. Bush, *président des États-Unis en 2001*

B. Benjamin Franklin, *rédacteur de la Constitution américaine, 1706-1790*

C. Nicolas Sarkozy, *président de la République française, en 2010*

D. Grace Hopper, *informaticienne et amirale de la marine américaine, 1906-1992*

CALCULEZ VOTRE RÉSULTAT

Pour chacune des questions, entourez votre réponse et faites votre total de :



Découvrez ensuite votre profil.

	A	B	C	D
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				

RÉSULTATS

VOTRE RAPPORT À L'EUROPE... ET À LA SÉCURITÉ

Majorité de 

Vive la répression !

La sécurité, vous aimez ça. Non, vous en avez besoin. Pour vous, la société est faite de bons et de méchants, et les bons sont là pour punir les méchants. Pour que les tribunaux jugent rapidement les criminels, il faut bien que les autorités surveillent l'ensemble de la population, non ? Seuls ceux qui ont quelque chose à se reprocher pourraient y voir malice et s'y opposer...

L'Europe : à propos de sécurité, l'Europe vous satisfait pleinement. Sa politique est répressive : elle enferme des sans-papiers durant un an et demi, elle prévoit de mettre nos empreintes digitales sur les futurs passeports et se donne les moyens (techniques et légaux) de nous surveiller de près, notamment en imposant aux opérateurs en télécommunications la conservation de toutes nos données de connexion durant une durée minimum de six mois. Pour vous, tout ça montre que l'Europe agit pour nous protéger et vous vous en félicitez chaque jour.



A méditer : il n'y a pas de sécurité sans démocratie. Les droits fondamentaux (liberté de s'exprimer en liberté, droit à la vie privée, protection juridique contre un pouvoir arbitraire de l'État) ne sont pas là pour faire joli. Ils sont le fruit d'une histoire, où des gens se sont battus pour avoir des droits. C'est notamment le cas des femmes, à l'époque où la loi les considérait comme soumises à leur mari. Soutenir un retour inconditionnel de la répression, sans garde-fous ou contre-pouvoirs démocratiques, c'est ouvrir grand la porte à des formes de pouvoir qu'on préférerait savoir être dans les oubliettes de l'histoire.

Majorité de 

Soyons positifs !

Vous êtes du genre optimiste. Le matin au réveil, vous souriez en trouvant que le monde est beau, et qu'il progresse vers un avenir meilleur. Les politiques européennes en matière de sécurité, vous ne les connaissez pas vraiment, mais votre capital confiance vous amène à penser que l'Europe veille au grain et nous protège bien. Avez-vous raison ?

L'Europe : sur le plan démocratique, elle risque de vous décevoir. Par exemple, si l'Agence européenne des Droits fondamentaux a pour mission de promouvoir les Droits de l'Homme, elle n'a aucun moyen de pression pour y parvenir. Inversement, les moyens coercitifs sont très présents quand il s'agit de contenir les contestations ou de s'en prendre aux plus faibles. Par exemple, le Parlement européen a bien autorisé ses États-membres à maintenir en détention, jusqu'à un an et demi, des personnes sans-papier n'ayant commis aucun délit. De même, au nom de la sécurité, l'Europe autorise le recul de certaines libertés fondamentales (comme le droit à la vie privée) et n'a pris aucune sanction contre l'Espagne ou la Grèce lorsque ces pays ont traîné en justice des manifestants critiquant le gouvernement.



A méditer : vous avez des valeurs très généreuses, mais vous attribuez trop facilement cette générosité à des institutions qui ne fonctionnent pas selon la même logique. Ainsi, même les procédures démocratiques les plus basiques ne sont pas respectées en Europe, où la rédaction des « lois » (Directives, Règlements...) est confiée à la Commission européenne, et non aux Députés élus par la population (le Parlement européen). Certes, l'Europe ne fait pas que des mauvaises choses (elle est notamment très active dans la lutte contre les discriminations). Il n'empêche que son cadre sécuritaire s'éloigne considérablement de vos valeurs de vie. A l'approche des élections, peut-être est-il temps de vous informer davantage sur qui fait quoi, et quel parti vote quoi, au sein de l'Europe.

Majorité de Lucide et citoyen

Les libertés fondamentales, personne ne vous apprendra ce que c'est, car vous êtes tombé(e) dedans quand vous étiez petit(e) ! Si sécurité rime avec droit de vivre en paix, vous ajoutez aussitôt que la paix n'est possible qu'à certaines conditions : justice sociale, respect des minorités, droit d'expression et de contestation. Avec vous, la dignité humaine ne se marchande pas ; c'est un droit précieux à défendre tous les jours...

L'Europe : si l'Europe va parfois dans votre direction (particulièrement dans ses politiques de lutte contre les discriminations), son fonctionnement général s'éloigne très fortement de votre philosophie de vie. C'est vrai dans le fonctionnement quotidien de ses institutions, où la Commission européenne (non élue) est plus puissante que le Parlement européen. C'est également vrai sur le plan sécuritaire, où l'Europe déploie le deux poids - deux mesures. D'un côté, elle accorde certains droits politiques aux citoyens européens (droit de vote aux élections communales et européennes, même lorsqu'on a déménagé hors de son pays d'origine) ; d'un autre côté, elle mène une politique impitoyable contre les sans-papiers (pouvant être détenus un an et demi sans avoir commis le moindre délit) et confond de plus en plus lutte contre le crime et répression des mouvements sociaux.



A méditer : vous avez le profil d'un citoyen engagé. Mais militez-vous ? Êtes-vous membre d'un syndicat ou d'une association ? Partagez-vous vos opinions autour de vous ? Tentez-vous de faire comprendre l'écart, gigantesque, séparant les discours européens de la réalité des politiques mises en place ? Et... allez-vous faire connaître ce test autour de vous ? Sincèrement, on ne peut que l'espérer car c'est de citoyens comme vous, dont a besoin l'Europe de demain.

Majorité de 

Révolté et parano

Le monde actuel, vous ne l'aimez pas. Dans la rue comme au travail, vous êtes en insécurité. Trop d'étrangers, trop de jeunes, trop de laxisme, trop de gens qui ne pensent pas comme vous... Les autorités ? Vous leur reprochez d'être faibles (ou pire : tolérantes) face aux criminels, à la délinquance, à l'immigration. Ça ne tiendrait qu'à vous, ce serait tolérance zéro, tribunaux express (sans droit véritable à la défense) et rapatriements musclés d'étrangers. Et puis, tant qu'à faire, pourquoi ne pas rétablir la peine de mort ?

L'Europe : vous n'aimez pas l'Europe, dont vous vous méfiez comme de la peste. Pourtant, sur de nombreux points, l'Europe vous rejoint avec des politiques sécuritaires très musclées. Notamment à l'égard des étrangers, via l'agence Frontex chargée de refouler (avec des moyens paramilitaires) les candidats à l'immigration ou le fichier Eurodac qui les traite de façon similaire à des repris de justice. De même, les politiques antiterroristes brassent si large qu'elles permettent aux autorités de réprimer de plus en plus facilement (sans garde-fous démocratiques) les mouvements sociaux. Certes, l'Europe ne va pas uniquement dans votre sens, car elle déploie aussi des politiques de tolérance et de lutte contre les discriminations qui ne vous plaisent pas du tout.



A méditer : vous êtes en colère, et dans cette colère, les libertés fondamentales (droit à la libre-expression, droit de grève, respect des minorités) ne vous semblent plus guère importantes. Pourtant, sans libertés fondamentales, sans garde-fous démocratiques, c'est la répression aveugle, la tyrannie, l'impunité pour les pouvoirs établis de contraindre n'importe qui à faire n'importe quoi. Or, c'est déjà sur cette pente que glisse l'Europe que vous n'aimez pas. L'encourager à poursuivre dans cette direction ne serait-il pas stupide ? Et mener des politiques identiques, à l'échelle nationale, serait-il vraiment plus intelligent ?

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'Europe et le terrorisme

La définition européenne du terrorisme est floue, trop floue : est terroriste celui qui « contraint indûment un gouvernement à prendre ou à s'abstenir de prendre une décision quelconque ». Certes, des éléments supplémentaires (dits objectifs) sont nécessaires pour qualifier une personne ou un groupe de « terroriste ». Mais cette liste de critères objectifs est également très large, car elle inclut la distribution de tracts (si les autorités estiment que la finalité du tract vise une activité non légitime). En démocratie, le droit se caractérise par le fait de fixer clairement les droits et devoirs de chacun ; il trace une frontière claire entre le légal et l'illégal, l'autorisé et l'interdit. Les législations antiterroristes sortent de ces rails démocratiques pour donner naissance à un droit où l'interprétation des autorités est primordial : pour un même fait (même un fait non violent), certains seront poursuivis ou condamnés en justice tandis que d'autres n'auront rien à craindre. Cette logique arbitraire, qui est la logique européenne, n'est pas démocratique car elle peut intimider et restreindre la liberté d'expression et de contestation.

La criminalisation des mouvements sociaux

La politique européenne en Grèce a été particulièrement antidémocratique. D'une part, l'Europe a mis en place une Troïka – soit un trio institutionnel (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) composé de gens non élus. Cette Troïka a imposé en Grèce des mesures d'économie budgétaires absurdes et cyniques, privant du jour au lendemain une large partie de la population de droits aussi fondamentaux que l'accès aux soins de santé. Bien entendu, ces régressions sociales (imposées par la force) ont entraîné de larges mouvements de contestations. Parmi les manifestants, certains ont été traîné en justice comme de vulgaires criminels alors qu'ils avaient juste exprimé leur désaccord. Cela n'a pas mené l'Europe à s'indigner, ni à contester le bienfondé de ses poursuites judiciaires.

Pourquoi ce qui se passe en Espagne concerne l'Europe

L'Europe a mis en place un *Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice*. Il s'agit de coopérations policières et judiciaires permettant aux forces de l'ordre et tribunaux nationaux de poursuivre des suspects (ou des témoins) sur tout le territoire européen. Cet *Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice* est en quelque sorte l'équivalent – sécuritaire – du marché unique européen : tout en préservant l'autonomie des décisions et procédures nationales, il établit un cadre européen pour que la police et de la justice puissent agir au-delà des seules frontières nationales. Mais il y a une condition d'entrée : l'Europe insiste sur la nécessité d'être une vraie démocratie pour être admis dans l'*Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice*. Cependant, quand des pays membres comme l'Espagne adoptent des politiques de répression pénale extrêmement musclées vis-à-vis de mouvements sociaux contestant les politiques gouvernementales, l'Europe fait comme si tout était normal. Ce qui est grave, car elle tolère en son sein des normes nationales qui s'éloignent clairement de valeurs démocratiques fondamentales. Espérons que le Tribunal constitutionnel d'Espagne se montrera plus vigilant, et annulera les lois liberticides qui ont été adoptées récemment.

Notre vie privée sous la loupe des autorités

Lorsque les frontières ont été abolies avec la création du marché unique européen, les contrôles physiques et visibles des douaniers ont également cessé. Mais d'autres formes de contrôle se sont mises en place, notamment à travers l'usage des nouvelles technologies. L'Europe d'aujourd'hui (mais aussi les Etats-membres) multiplie les collectes de données visant l'ensemble de la population, pour ensuite conserver et traiter ces données à l'aide de logiciels informatiques. Contrairement aux anciens douaniers, ces contrôles sont peu visibles... mais bien plus systématiques. Ainsi, bien que la prise de nos empreintes digitales ne soit pas encore obligatoire, de plus en plus d'objets (des téléphones portables aux passeports européens) contiennent des puces informatiques rassemblant une foule d'informations, permettant par exemple de retracer nos déplacements ou notre présence à une manifestation. Cela n'est pas anodin : non seulement le droit à la vie privée recule, mais il recule sans qu'aucun débat de société ne soit mené à ce sujet.

L'EUROPE ET... MON ENVIRONNEMENT.

L'EUROPE PRÉSERVE-T-ELLE LA PLANÈTE ?

L'environnement, c'est important. Même si nous nous sentons « humains » (c'est-à-dire indépendants ou supérieurs à la nature), nous avons besoin d'écosystèmes en bonne santé pour vivre : car l'air, nous le respirons ; les végétaux et les animaux, nous les mangeons ; et l'eau, nous la buvons. Si ces éléments ne vont pas bien, nous ne pouvons qu'en subir les conséquences.

Alors... l'Europe aide-t-elle la Terre à mieux se porter ? Faites le test !





1. EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE (EXPOSITION À DES PRODUITS DANGEREUX, CONTENU DES ALIMENTS, ETC.), VOUS VOUS SENTEZ...

- A. Très bien protégé par les autorités compétentes.
- B. Moyennement protégé par les autorités compétentes.
- C. Pas assez protégé par les autorités compétentes.
- D. Franchement, ce n'est pas mon problème.

2. QUAND ON VOUS DIT « NOUVELLES TECHNOLOGIES », VOUS PENSEZ :

- A. Au progrès de l'humanité, qui ne cesse d'aller de l'avant grâce à la science et aux innovations techniques.
- B. A l'importance de contrôler les risques et dangers qui accompagnent toute innovation humaine.
- C. A la sortie du prochain Smartphone et aux nouvelles fonctions de ma future voiture.
- D. Aux Madeleines de Proust.

3. POUR VOUS, L'ENVIRONNEMENT C'EST...

- A. Des petites fleurs et des oiseaux, mais franchement je préfère la ville.
- B. Quelque chose d'important, mais à condition que ça ne nuise pas à l'emploi.
- C. Quelque chose que l'humanité doit gérer à son profit.
- D. L'un des problèmes les plus graves du monde contemporain.

4. LES LOIS RÉPRIMANT L'USAGE DU TABAC DANS LES LIEUX PUBLICS VOUS PARAISSENT :

- A. Tout à fait justifiées, car le tabagisme (même passif) peut entraîner des maladies graves chez les personnes exposées aux fumées.
- B. Infondées sur le plan scientifique.
- C. Franchement exagérées, car on doit aussi penser à la liberté de choix personnel.
- D. Je ne sors jamais de chez moi, alors vous savez...

5. L'HISTOIRE DE LA « LASAGNE À LA VIANDE DE CHEVAL », C'EST :

- A. Une malheureuse exception dans un système sanitaire par ailleurs très performant.
- B. Un canular des médias qui ont oublié de dire que c'était le 1^{er} avril.
- C. L'arbre qui cache la forêt des lacunes de notre système sanitaire, où les autorités laissent les industriels produire tout et n'importe quoi.
- D. Un excellent aliment plein de protéines, et je ne vois pas pourquoi on en a fait tout un plat !

6. DANS LE CONTRÔLE DES PRODUITS AUTORISÉS (OU NON) SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN, VOUS PENSEZ QUE L'EUROPE ...

- A. Multiplie les interdits et règles inutiles, ce qui nuit à l'économie et à l'emploi.
- B. Fait correctement son boulot, grâce à des agences sanitaires travaillant dans l'intérêt général.
- C. Devrait tirer au sort les produits autorisés ou non à la vente, au moins on rigolerait un peu.
- D. Est beaucoup trop laxiste, car ces agences sanitaires sont sous l'influence de lobbies privés.

7. EN 2005, L'EUROPE A INTERDIT LA VENTE D'ESSENCE AVEC PLOMB SUR TOUT SON TERRITOIRE. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

- A. Franchement, tant que ma voiture roule, le reste je m'en fous...
- B. L'Europe voulait porter un coup aux industriels américains, spécialisés dans la production de ce type d'essence.
- C. Les firmes produisant l'essence avec plomb ont découvert que leur produit était toxique, et en ont informé les autorités.
- D. Après des décennies de mensonges et d'impunité des firmes fabricant ce produit toxique, sa nocivité a fini par être connue des autorités.

8. QU'EST-CE QUE LE GIEC ?

-
- A. Une agence européenne : le Groupe d'Initiative Européenne pour un Commerce responsable.
-
- B. Euh... Le nom d'une maladie tropicale ?
-
- C. Une agence internationale : le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat.
-
- D. Un lobby d'intégristes environnementaux qui me donne la nausée.
-

9. SELON VOUS, LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE C'EST :

-
- A. Le signe qu'il est grand temps de changer radicalement la façon de vivre dans nos sociétés.
-
- B. Un bobard inventé par des « scientifiques » en mal de reconnaissance.
-
- C. L'espoir qu'il ne faudra bientôt plus prendre l'avion pour avoir du soleil toute l'année.
-
- D. Un problème important, mais qu'il ne faudrait pas exagérer non plus.
-

10. IMAGINONS QU'ON RAMÈNE L'ÂGE DE LA TERRE À 46 ANS. DEPUIS COMBIEN DE TEMPS L'HUMAIN (HOMO SAPIENS) SERAIT-IL APPARU ?

-
- A. Il y a 40 ans environ.
-
- B. Un mois, grand maximum.
-
- C. Un jour ou deux ?
-
- D. Depuis 46 ans, bien évidemment !
-

11. LORS DES SOMMETS INTERNATIONAUX, QUELLE EST LA POSITION DE L'EUROPE SUR L'ÉQUILIBRE À TROUVER ENTRE RICHESSES ÉCONOMIQUES ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ?

- A. Bien essayé, mais je ne vais pas me laisser avoir. L'Europe ne participe pas à des sommets internationaux : ce sont les États qui s'en occupent...
- B. L'Europe pense (à tort) que les marchandises doivent circuler sans contraintes, peu importe la manière dont elles ont été produites (du point de vue de l'environnement).
- C. L'Europe pense (à raison) que le commerce international ne doit pas être entravé par des contraintes environnementales (qu'on peut gérer grâce aux nouvelles technologies).
- D. L'Europe applique (à raison) des taxes à ses frontières vis-à-vis de produits fabriqués dans des pays ne respectant pas certains critères (environnementaux) minimums.

12. VIS-À-VIS DES GÉNÉRATIONS FUTURES, QUELLE EST LA DEVISE QUI DEVRAIT INSPIRER L'EUROPE D'AUJOURD'HUI ?

- A. « Celui qui croit qu'une croissance économique exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste ».
- B. « Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse ».
- C. « Nous n'héritons pas de la Terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants ».
- D. « Le long terme est un horizon peu intéressant : dans le long terme, nous serons tous morts ».

¹ Question 12 du test: voici les auteurs des citations :

- A. Kenneth Boulding, *philosophe, 1910-1993*
 B. Alfred de Musset, *poète, 1810-1857*
 C. Antoine de Saint-Exupéry, *aviateur et écrivain, 1900-1944*
 D. John Maynard Keynes, *économiste, 1883-1946*

CALCULEZ VOTRE RÉSULTAT

Pour chacune des questions, entourez votre réponse et faites votre total de :



Découvrez ensuite votre profil.

	A	B	C	D
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				

RÉSULTATS

VOTRE RAPPORT À L'EUROPE... ET À L'ENVIRONNEMENT

Majorité de 

Accro au progrès

Regardons les choses en face : vous avez un problème de synchronisation. Côté pile, vous croyez fermement au progrès technologique et aux bienfaits qu'il peut nous apporter. Côté face, vous raisonnez comme au siècle passé (voire le siècle d'avant) en pensant que l'intelligence humaine et les technologies ont réponse à tout, même aux problèmes de l'environnement. Du coup, vivre se résume pour vous à satisfaire vos désirs. A cet égard (et pour autant que vous ne soyez pas pauvre), vous pouvez remercier l'Europe qui pense à peu près comme vous.

L'Europe et vous : c'est chouette l'Europe ! Sa priorité politique numéro un, c'est créer un monde dans lequel les entreprises se font concurrence. Cela pousse à l'innovation technologique, et crée une foule de nouveaux produits qui semblent vous ravir. Qu'importe ce que l'on crée exactement, tout (ou presque) est bon à prendre. A la limite, vous seriez du genre à reprocher à l'Europe de se montrer trop tatillonne quand elle réglemente ou interdit certains produits. Car cela limite la création d'emplois. Dans cette équation mentale, une donnée manque cependant : l'environnement est une réalité... qui se dégrade à un rythme dont vous n'avez pas conscience.



A méditer : l'homme n'est pas indépendant de la nature, et la nature n'est pas toujours sympathique. Plusieurs fois dans l'histoire terrestre, des modifications subites et trop fortes des écosystèmes ont mené à des disparitions massives d'espèces. Pratiquement du jour au lendemain, plus de la moitié des vivants ont été rayés de la planète ! Et bien que l'homme possède des technologies impressionnantes, il reste impuissant face à des événements naturels majeurs (comme les tsunamis ou les ouragans). Pire : par l'usage de technologies invasives et peu contrôlées, notre société moderne provoque des catastrophes environnementales qui tuent ou rendent malades des gens (via l'exposition à des produits toxiques), et engagent l'humanité sur une route dangereuse pour l'avenir...

Majorité de Doux rêveur

A première vue, vous êtes quelqu'un d'équilibré. De pondéré. Votre avis général, c'est qu'il ne faut ni trop tirer dans un sens, ni trop tirer dans l'autre. Ainsi, vous n'êtes pas contre certains efforts en matière d'environnement, mais vous estimez qu'il ne faut pas exagérer car le mieux est l'ennemi du bien. Alors, pourquoi vous accoler l'étiquette de doux rêveur ? Tout simplement parce que vous êtes très (trop) optimiste quand vous évaluez la pertinence des politiques européennes.

L'Europe et vous : soyons clair, l'Europe fait bien certaines choses pour l'environnement. En matière de climat par exemple, l'Europe fait d'incontestables efforts pour réduire ses émissions de gaz à effets de serre. Mais cela suffit-il pour dire que la politique européenne est équilibrée ? Non, car l'Europe a malheureusement une priorité politique qui passe avant tout le reste : le « libre commerce ». Concrètement, l'Europe ne se soucie pas de savoir dans quelles conditions (environnementales, mais aussi sociales) un bien a été produit. Par cette position politique, l'Europe autorise la délocalisation des procédés industriels dans des parties du monde où l'environnement est traité comme les travailleurs locaux : bradé, surexploité... puis jeté dès qu'on en a plus besoin.



A méditer : certaines firmes privées font preuve d'un cynisme révoltant. Si un de leurs produits se vend bien, mais qu'il s'avère très dangereux pour la santé humaine, ces entreprises créent de la propagande (en payant de fausses études « scientifiques ») pour faire croire que tout va bien. Leur message, c'est : « *dormez-tranquille, braves gens...* » et tant pis si, par notre faute, vous développez un cancer demain ou dans dix ans. De toute façon, vous n'en saurez rien. Ces pratiques criminelles sont connues et avérées ! Pour y mettre un frein, il faudrait une régulation sérieuse de l'activité des entreprises. Malheureusement, l'Europe roule plutôt dans l'autre sens : sa priorité va à l'innovation et à la concurrence, et qu'importe que des produits Frankenstein soient fabriqués par millions...

Majorité de Terrien lucide

L'environnement, pour vous, c'est du sérieux. Vous avez conscience qu'il n'y a qu'une seule planète, que nous vivons dessus, et qu'on ne peut pas y faire tout et n'importe quoi. Bravo, c'est une opinion qui va dans le bon sens ! Un sens citoyen, un sens responsable, un sens où l'individu et l'intérêt général ont chacun droit à leur place. Est-il besoin de vous préciser que l'Europe actuelle ne va pas dans la même direction ?

L'Europe et vous : la politique européenne en matière d'environnement, c'est un peu l'histoire de quelqu'un qui va de l'avant... sur un tapis roulant en marche arrière ! L'Europe va de l'avant quand elle économise ses ressources et diminue ses rejets de gaz à effets de serre. Mais l'Europe roule en marche arrière dans de nombreuses autres situations : en se basant sur les études faites par les entreprises pour évaluer la nocivité de leurs produits, en maintenant sur le marché des produits hautement suspects en matière de santé (comme les perturbateurs endocriniens), ou encore en s'interdisant toute régulation du commerce sur base de critères environnementaux (et sociaux). Et comme l'Europe prône également l'austérité et les bas salaires, sa seule manière de promettre un avenir radieux est de favoriser un développement exponentiel de l'économie parfaitement ingérable sur le plan environnemental.



A méditer : au jeu du tapis roulant, dans ses priorités politiques entre développement du commerce et préservation de la planète, l'Europe recule davantage qu'elle n'avance. Cela, vous l'avez parfaitement compris. Vous avez le profil d'un citoyen engagé. Mais militez-vous ? Êtes-vous membre d'un syndicat ou d'une association ? Partagez-vous vos opinions autour de vous ? Tentez-vous de faire comprendre l'écart, gigantesque, séparant les discours généreux de l'Europe des politiques qu'elle met en place ? Et... allez-vous faire connaître ce test autour de vous ? Sincèrement, on ne peut que l'espérer car c'est de citoyens comme vous, dont a besoin l'Europe de demain.

Majorité de 

Rigolo de service

Pour vous, l'Europe et l'environnement, c'est l'occasion de rigoler un bon coup. On se lâche, on s'amuse : la vie est courte, pourquoi se prendre la tête ? Si un destin malicieux devait vous mettre demain à la tête de la Commission européenne, sans doute décideriez-vous de tirer au sort le Commissaire en charge de l'environnement. Après avoir appris que ce poste existait, évidemment !

L'Europe et vous : inutile de vous l'expliquer en long et en large, vous feriez un très mauvais gestionnaire européen pour l'environnement. Si on vous parle d'*effet cocktail*, vous diriez probablement : « j'en reprendrais un volontiers ! » La Commission européenne, elle, sait que l'*effet cocktail* est un grave problème : il s'agit de substances inoffensives quand elles sont séparées, mais qui nuisent gravement à la santé quand on les réunit. Alarmés par cet *effet cocktail* qu'on trouve dans l'alimentation industrielle, les Parlementaires européens ont demandé à la Commission de repérer les produits alimentaires dangereux pour les consommateurs. Ce à quoi la Commission a répondu : « *désolé, mais il y a trop de substances différentes mélangées dans l'alimentation, il est donc impossible d'identifier tous les mauvais effets cocktails existants* » !



A méditer : contrairement à vous, l'Europe sait qu'il faut agir pour l'environnement. Mais elle ne s'en donne pas vraiment les moyens, car sa priorité numéro un est de développer le commerce. Un commerce sans éthique. Ainsi, l'Europe encourage les entreprises à être créatives (par exemple en mélangeant des substances différentes pour créer de nouveaux aliments), et tant pis s'il est ensuite impossible de distinguer les aliments sains des aliments nocifs pour la santé. Évidemment, on peut s'en moquer et tout prendre à la rigolade. Mais la vie n'est pas un jeu électronique et l'humain n'est pas fait de pixels : ces politiques européennes mènent tout droit certains d'entre nous à un *Game Over* prématuré...

LE SAVIEZ-VOUS ?

La vie est interdépendances

L'humain ne vit pas hors de la nature, mais dans la nature. Notre biologie a besoin de la biologie des autres êtres vivants pour exister. Si cela fonctionne plutôt bien (nous en sommes la preuve vivante), il arrive malheureusement que les mécanismes du vivant se dérèglent brutalement. Tel des dominos qui tombent, les espèces présentes s'entraînent alors dans une chute mortelle, la disparition de l'une entraînant la raréfaction de l'autre, jusqu'à provoquer la mort d'une majorité d'êtres vivants. Ce type de mécanismes, qui a notamment coûté la vie aux dinosaures, s'est produit à plusieurs reprises par le passé. Et il est parfaitement susceptible de se reproduire à l'avenir, notamment si nous continuons à voir la Terre comme un objet inerte, dans lequel on peut puiser tout et n'importe quoi à volonté.

Si la Terre avait 46 ans...

La Terre n'est plus toute jeune : elle affiche environ 4,6 milliards d'années au compteur. Or, les ancêtres de l'humain (comme Toumaï, les Australopithèques) remontent à moins de dix millions d'années, soit... un petit mois avant le 46^{ème} anniversaire de la Terre. Les ancêtres plus proches de nous (Homo Habilis, Erectus, Neanderthalensis...) sont apparus il y a

environ 2,5 millions d'années, soit à peine une dizaine de jours avant le 46^{ème} anniversaire de la Terre. Enfin, Homo Sapiens est encore plus récent : environ 250.000 ans. Ce qui, pour une Terre âgée de 46 ans, donnerait une apparition remontant à un jour (voire deux maximum). Malgré tout, nous aimons penser que nous sommes le centre de l'univers...

Le GIEC, les pauvres et l'environnement

Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) rassemble des experts scientifiques de tous pays, travaillant dans des disciplines complémentaires et variées. Hors l'existence d'un réchauffement climatique provoqué par l'homme, un fait majeur ressort de leurs rapports et analyses : quand l'environnement se dégrade, les pauvres en sont les premières victimes. Notamment parce qu'ils n'ont pas accès aux technologies (onéreuses) pour amoindrir les impacts d'un changement brutal de l'environnement. Mais aussi parce que leur éventuelle richesse n'est pas faite d'argent (avec lequel on peut toujours se déplacer), mais plutôt d'un champ ou d'une maison : alors, quand la mer monte ou que le climat se fâche dans leur région, ils perdent tout et deviennent des réfugiés climatiques.

Les politiques sanitaires et les conflits d'intérêts

Corporate Europe Observatory est une ONG spécialisée dans l'étude du lobbying européen. Autrement dit, cette ONG observe à la loupe la manière dont des groupes de pression – par exemple, des producteurs de tabac, des industries chimiques, des multinationales agroalimentaires – tentent d'influencer les politiques européennes. Les travaux qu'ils effectuent à ce sujet montrent notamment que l'*Autorité Européenne de Sécurité des Aliments* (chargée de veiller au contenu de nos assiettes) est trop souvent en conflits d'intérêts : certains de ses dirigeants ou scientifiques sont trop proches des firmes privées dont ils doivent évaluer la nocivité des produits. C'est doublement problématique : et pour notre santé, mais aussi pour la santé de la démocratie !

L'EUROPE ET... LES ÉTATS-UNIS

RELATIONS TRANSATLANTIQUES : QUEL IMPACT SUR NOTRE QUOTIDIEN ?

L'Europe entretient des relations (accords, échanges, traités) avec de nombreux pays étrangers. Développées tout au long de la guerre froide, les relations transatlantiques (entre l'Europe et les États-Unis) sont particulièrement importantes. D'où la question : comment les relations transatlantiques influent-elles sur notre quotidien ?

Faites le test pour le savoir...





1. POUR VOUS, LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES SONT PLUTÔT :

- A. Harmonieuses
- B. Déséquilibrées en faveur des États-Unis.
- C. Déséquilibrées en faveur de l'Europe.
- D. Du genre à me casser les pieds. Eux c'est eux, et nous c'est nous !

2. SI LES ETATS-UNIS ÉTAIENT UN MEMBRE DE LA FAMILLE EUROPE, QUI INCARNERAIENT-ILS ?

- A. Un parent aimant, toujours là pour nous conseiller et nous soutenir.
- B. Un cousin bienveillant mais trop lointain, qu'on aimerait mieux connaître.
- C. Un grand frère tyrannique, qui nous intimide et ne supporte pas qu'on le contredise.
- D. Le raté de la famille.

3. L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS NÉGOCIENT ACTUELLEMENT LA SUPPRESSION DE « BARRIÈRES NON-TARIFAIRES » ENTRE EUX. CONCRÈTEMENT, QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE ?

- A. L'Europe est trop protectionniste, mais elle envisage de guérir en s'ouvrant davantage aux États-Unis.
- B. Encore un truc des États-Unis pour nous envahir avec leurs produits ! Nos entreprises doivent résister !!!
- C. L'Europe et les États-Unis veulent supprimer des législations inutiles, qui nuisent aux échanges commerciaux et entravent la création d'emplois.
- D. L'Europe et les États-Unis veulent supprimer des lois votées par des Parlements élus, et les remplacer par des décisions technocratiques (éloignées du citoyen).

4. SELON LA COMMISSION EUROPÉENNE, SUPPRIMER LES « BARRIÈRES NON-TARIFAIRES » AVEC LES ÉTATS-UNIS POURRAIT ENRICHIR UNE FAMILLE EUROPÉENNE DE 425 € PAR AN. QUI A FOURNI CES CHIFFRES À LA COMMISSION EUROPÉENNE ?

-
- A. Les responsables de la crise financière de 2007/2008.
-
- B. L'excellente université de Yale, aux États-Unis.
-
- C. De mauvais universitaires américains.
-
- D. Un centre européen d'études indépendant.
-

5. DES CINÉASTES ONT OBTENU UNE « EXCEPTION CULTURELLE » VISANT À NE PAS NÉGOCIER LA MISE EN CONCURRENCE, AU NIVEAU TRANSATLANTIQUE, DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

-
- A. Les cinéastes ont raison : pas question de laisser le rouleau-compresseur américain étouffer la culture européenne !
-
- B. Pourquoi n'exclure que le cinéma et l'audiovisuel ? Une concurrence internationale trop forte est néfaste dans tous les secteurs d'activités.
-
- C. Ces cinéastes, s'ils étaient vraiment bons, ils n'auraient pas peur de la concurrence !
-
- D. Encore un délire de petits Européens qui ont peur de sortir de chez eux.
-

6. AUTORISER DES MULTINATIONALES À DÉPOSER PLAINTÉ CONTRE DES ÉTATS, DEVANT DES TRIBUNAUX INTERNATIONAUX, LORSQU'UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE NUIT À LEURS INTÉRÊTS. PENSEZ-VOUS QUE C'EST :

-
- A. Très bien pour favoriser l'ouverture mutuelle des marchés européens et américains, en empêchant des politiques trop favorables aux entreprises locales.
-
- B. Une tentative européenne d'imposer aux États-Unis (plus protectionnistes) de s'ouvrir aux firmes européennes.
-
- C. Immoral : pourquoi une firme multinationale aurait-elle le droit de contester les décisions d'un gouvernement élu par les citoyens ?
-
- D. Un nouveau truc des Américains pour nous envahir avec leur malbouffe, leurs mauvais vins et leurs boissons trop caloriques.
-

7. LE TRANSATLANTIC POLICY NETWORK (« RÉSEAU DE GOUVERNANCE TRANSATLANTIQUE ») JOUE UN RÔLE TRÈS INFLUENT DANS LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES. DE QUI S'AGIT-IL ?

- A. Un lobby composé d'entreprises et de syndicats américains, qui ont décidé d'unir leurs forces pour pénétrer davantage le marché européen.
- B. Un groupe de travail parlementaire, associant des élus politiques américains et européens.
- C. Un groupe de réflexion privé, associant des personnalités américaines et européennes conscientes que l'avenir de l'Europe et des États-Unis est dans un partenariat renforcé.
- D. Un lobby associant de puissantes multinationales et des élus politiques.

8. EN 1990, LE NOM « GLADIO » EST DEvenu BRIÈVEMENT CÉLÈBRE. QUEL EST LE LIEN AVEC LES ÉTATS-UNIS ?

- A. Gladio était une armée secrète, coupable d'attentats terroristes, appartenant à un réseau militaire développé clandestinement en Europe dans le cadre de l'OTAN.
- B. Gladio était un projet d'entente de l'industrie européenne, afin de se protéger de la concurrence des firmes américaines.
- C. Gladio (« IO le Bienheureux » en français) a été le premier jeu vidéo développé par une firme transatlantique, travaillant avec des équipes américaines et européennes.
- D. Gladio était un groupe paramilitaire communiste, infiltré en Europe, qui planifiait d'y attaquer les bases américaines de missiles nucléaires.

9. AU DÉBUT DU XXI^{ÈME} SIÈCLE, LES ÉTATS-UNIS ONT ENLEVÉ DE FAÇON ILLÉGALE DES PERSONNES SUR LE SOL EUROPÉEN, POUR LES INTERROGER SOUS LA TORTURE. QUELLE FUT LA RÉACTION EUROPÉENNE ?

- A. Très drôle, comme fiction. Ça ferait un bon scénario pour la prochaine saison d'Homeland.
- B. Le Parlement européen a dénoncé les faits, mais quelques années plus tard l'Europe a autorisé le travail d'équipes policières américaines sur le sol européen.
- C. La Commission et le Parlement européen ont réagi énergiquement, en gelant toute une série d'accords contre ces maudits yankees.
- D. Face au terrorisme international, l'Europe a compris que les États-Unis n'avaient pas le choix : aux grands maux, les grands remèdes !

10. A L'ÉTÉ 2013, LES MÉDIAS ONT RÉVÉLÉ QUE LES ÉTATS-UNIS ESPIONNAIENT ILLÉGALEMENT LA POPULATION ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

- A. L'Europe est à la traîne et devrait aussi espionner les États-Unis.
- B. Même si c'est vrai, la lutte contre le terrorisme passe avant les rancœurs inutiles.
- C. Rien n'est sûr. Je ne crois pas que les États-Unis nous auraient espionnés à notre insu.
- D. C'est très grave. A quand des représailles européennes ?

11. SUITE AUX RÉVÉLATIONS MÉDIATIQUES SUR L'ESPIONNAGE AMÉRICAIN, QU'A FAIT L'EUROPE ?

- A. L'Europe évite de réagir sur des rumeurs et prend le temps de vérifier ce qui s'est (ou non) passé.
- B. Ne jouons pas les vierges effarouchées : tout le monde espionne tout le monde, c'est bien normal.
- C. Le Parlement européen aurait voulu suspendre certaines coopérations avec les États-Unis, mais la Commission européenne a maintenu les relations au beau fixe.
- D. L'Europe n'a rien osé dire, hélas, car tout le monde s'écrase devant la superpuissance des États-Unis.

12. EN QUOI LES ÉTATS-UNIS SONT-ILS SUPÉRIEURS À L'EUROPE ?

- A. Contrairement à l'Europe, l'Amérique a pris de vraies dispositions contre la fraude fiscale de ses ressortissants à l'étranger.
- B. En rien du tout ! C'est nous les meilleurs !!
- C. Leur sens des affaires, qui les place en leaders dans l'industrie numérique et les secteurs d'avenir.
- D. L'anglais est la première langue internationale et l'Amérique la première puissance mondiale. Do you need something else ?

CALCULEZ VOTRE RÉSULTAT

Pour chacune des questions, entourez votre réponse et faites votre total de :



Découvrez ensuite votre profil.

	A	B	C	D
1	♥	★	♣	♠
2	♣	♥	★	♠
3	♣	♠	♥	★
4	★	♣	♠	♥
5	♠	★	♥	♣
6	♥	♣	★	♠
7	♠	♥	♣	★
8	★	♠	♥	♣
9	♣	★	♠	♥
10	♠	♥	♣	★
11	♥	♣	★	♠
12	★	♠	♥	♣

RÉSULTATS

VOTRE RAPPORT À L'EUROPE... ET AUX ETATS-UNIS

Majorité de 

Américain(e) dans l'âme

Entre vous et les États-Unis, c'est une histoire d'amour. Vous avez beau vivre en Europe, votre cœur bat de l'autre côté de l'Atlantique. Dès lors, vous jugez des politiques européennes en regard des intérêts américains. Et vous avez de quoi être heureux : l'Europe n'a jamais été plus proche des États-Unis.

L'Europe : sur le plan sécuritaire, l'Europe passe tous ces caprices aux États-Unis. Les scandales ont beau se répéter au fil des décennies (découverte d'une armée secrète de l'OTAN coupable d'attentats terroristes dans les années 1990, enlèvement et torture de personnes sur le sol européen entre 2001 et 2005, écoutes illégales de la NSA récemment), l'Europe ne sort jamais de son rôle : elle s'emporte, elle s'indigne, elle s'offusque... pour finalement signer et reconduire des accords sécuritaires avec les États-Unis. Voilà de quoi vous rendre heureux et optimiste. De même, vous regardez d'un bon œil la suppression des « barrières non tarifaires » visant à créer un marché transatlantique : cela va donner lieu à d'intenses fusions-acquisitions d'entreprises, au cours desquelles pas mal de sociétés européennes pourraient passer sous bannière américaine. Impérialisme, quand tu nous tiens !



A méditer : à force de penser qu'ils doivent guider le monde, les États-Unis piétinent sans sourciller les droits fondamentaux. Du soutien à de nombreux coups d'État (parfois orchestrés par la CIA) à l'appui sans failles à l'expansion des multinationales américaines, la politique américaine fait trop souvent passer l'intérêt des petites gens à la trappe. La crise financière de 2007/2008 en a fourni un exemple éloquent. Quant à l'Europe, décidée à suivre les États-Unis quoi qu'ils fassent, elle semble oublier que la puissance ne dure qu'un temps. De multiples empires ont régné à travers le monde, et tous ont fini par s'écrouler. Il en sera de même pour les États-Unis.

Majorité de 

L'européen transatlantique

Pour vous, l'Europe et les États-Unis partagent des valeurs communes qui justifient un rapprochement mutuel dont chacun devrait sortir gagnant. Votre enthousiasme vous amène à croire qu'une relation transatlantique harmonieuse ne peut qu'être bénéfique à l'Europe et aux États-Unis, voire au reste du monde. Sur ce point, vous collez comme un gant au discours actuel des instances européennes. Quitte à ignorer certains déséquilibres fondamentaux ?

L'Europe : sur le plan sécuritaire, ses relations avec les États-Unis sont très déséquilibrées. Alors que l'Europe transfère de nombreuses données privées sur ses citoyens vers les États-Unis, ceux-ci mettent en place des écoutes illégales allant jusqu'à toucher la chancellerie allemande, Angela Merkel ! Bien sûr, certains coups de canifs américains dans le contrat démocratique sont faits avec l'aval des États européens : ce fut notamment le cas pour certains des enlèvements illégaux orchestrés, en Europe, par la CIA de 2001 à 2005. Trop souvent, les gouvernements européens font passer la raison d'État et les relations transatlantiques avant le respect démocratique des droits fondamentaux. Il en va de même pour les négociations actuelles visant à supprimer les « barrières non-tarifaires » avec les États-Unis : l'Europe veut conclure ces accords coûte que coûte, sans se soucier de leur impact sur les citoyens.



A méditer : dans la mondialisation actuelle, certains pays européens souffrent d'un terrible « handicap » : ils accordent trop de droits sociaux à leur population. En négociant la suppression des « entraves au commerce » avec les États-Unis, l'Europe joue avec le feu. Cela créerait une dynamique où la concurrence internationale serait encore plus forte, renforçant ainsi la pression visant à rabaisser les salaires, à diminuer les impôts sur les bénéfices ou le financement de la Sécurité sociale. Une aubaine pour le modèle des soins de santé à l'américaine, où le droit à recevoir des soins lorsqu'on est malade est directement proportionnel à l'assurance privée qu'on possède. C'est sûr : les populations européennes ont beaucoup à perdre - notamment sur le plan social - dans une fusion commerciale avec les États-Unis.

Majorité de 

Démocrate, mais pas fou !

L'Amérique n'est pas un ange tombé du ciel, et vous en êtes parfaitement conscient. Trop souvent, cette superpuissance recourt à l'intimidation et aux mensonges pour faire passer ses intérêts géopolitiques ou commerciaux. Du coup, tant sur le plan commercial que sécuritaire (la lutte anti-terroriste), marier l'Europe et les États-Unis vous semble être une erreur. Une erreur dans laquelle - hélas - l'Europe s'enfonce jusqu'au cou !

L'Europe : accords transatlantiques de coopération policière et judiciaire (entrés en vigueur en 2010), échanges de diverses données de l'Europe vers les États-Unis (dans le cadre de la lutte antiterroriste), négociations politiques visant à supprimer les « barrières non-tarifaires » au commerce transatlantique... C'est sûr : l'Europe court derrière les États-Unis comme si son avenir en dépendait. Malheureusement, tous ces projets ont un dénominateur commun : ils invoquent de belles valeurs (démocratie, libertés...) pour se faire dans le dos des populations. Ainsi, les négociations pour supprimer les « barrières non tarifaires » avec les États-Unis envisagent d'autoriser les multinationales à déposer plainte, contre des États, pour contester des décisions démocratiques. En cas de victoire judiciaire, ces multinationales toucheraient alors des dommages et intérêts financés par les populations, via l'impôt sur le revenu. Dans ce monde à l'envers, plus on est puissant, moins on a de devoirs (sociaux et fiscaux notamment) !



A méditer : les beaux discours transatlantiques, vous n'y croyez pas. Si l'Europe et les États-Unis partagent aujourd'hui une valeur commune, c'est sans doute celle de l'hypocrisie en prétendant faire le bien des gens malgré eux. Cela, vous l'avez parfaitement compris. Vous avez le profil d'un citoyen engagé. Mais militez-vous ? Êtes-vous membre d'un syndicat ou d'une association ? Partagez-vous vos opinions autour de vous ? Avez-vous déjà visité le site www.no-transat.be ? Et... allez-vous faire connaître ce test autour de vous ? Sincèrement, on ne peut que l'espérer car c'est de citoyens comme vous, dont a besoin l'Europe de demain.

Majorité de 

Américanophobe

Les États-Unis, ce n'est pas votre monde. Les séries télévisées *made in USA* font un tabac chez nous ? Vous le vivez comme un impérialisme culturel menaçant les belles valeurs européennes. La malbouffe ? Pour vous, c'est une tare générique américaine. Pour sûr, les politiques européennes de rapprochement avec les États-Unis ont de quoi vous décevoir...

L'Europe : elle affirme partager de nombreuses valeurs avec les États-Unis, comme le respect de la démocratie et des libertés, ce qui justifie de nombreuses politiques transatlantiques. Sur le plan sécuritaire, l'Europe transfère ainsi de nombreuses données (portant sur des citoyens européens) aux États-Unis, où les lois ne garantissent pourtant pas un respect intégral de la vie privée. Quand l'Europe apprend être l'objet d'écoutes illégales orchestrées par son allié américain, elle poursuit néanmoins des négociations visant à supprimer les « barrières non-tarifaires » au commerce transatlantique. Derrière ce langage compliqué, se cache une réalité facile à décrypter : les États-Unis et l'Europe veulent harmoniser toute une série de lois, afin de créer un espace de libre-circulation marchande entre eux. Et le seul moyen d'y parvenir, c'est de neutraliser la démocratie locale (Parlements nationaux) pour édicter des normes et règles transatlantiques. Ce qui, bien entendu, vous insupporte profondément.



A méditer : les bonnes raisons pour s'opposer aux rapprochements transatlantiques ne manquent pas : le social, l'écologie, la démocratie sont en danger. Malheureusement, votre opposition semble puiser dans un sentiment proche de l'américanophobie. Tous les Américains sont-ils à mettre dans le même panier ? Que ce soit en Europe ou aux États-Unis, il existe un grand écart entre les politiques menées par les dirigeants et la diversité des opinions régnant dans la population. Cette nuance semble étrangère à votre réflexion, qui fait des États-Unis un monde globalement hostile et repoussant. C'est ignorer qu'en certains domaines favorables à l'intérêt général, comme la lutte contre l'évasion fiscale de leurs ressortissants, les États-Unis ont pris des mesures nettement plus fortes que l'Europe !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Qui est à l'origine du marché transatlantique ?

Après la *Table Ronde des Industriels* (à l'origine du marché européen), ce sont encore et toujours des multinationales et fédérations patronales qui sont à l'origine du projet de suppression des « barrières non-tarifaires » au commerce entre l'Europe et les États-Unis. A travers différents lobbies (Amcham, BusinessEurope, Transatlantic Business Council...), ces géants du monde marchand réclament au monde politique un grand accord visant à supprimer des lois votées par des Parlements élus, dans le but d'accroître la concurrence entre entreprises au niveau transatlantique. Si cet accroissement de la concurrence advient, on connaît la suite du scénario : se plaignant de payer de trop hauts salaires dans un climat hyper concurrentiel, les mêmes multinationales et fédérations patronales exigeront divers reculs sociaux. Une belle hypocrisie marchande... malheureusement soutenue par des élus politiques. En témoigne l'existence du *Transatlantic Policy Network*, un réseau hybride et très influent réunissant de puissantes multinationales et... environ 8% des élus politiques au Parlement européen !

Quand les fabricants de la « crise » nous proposent leurs recettes

La crise financière était le fruit d'une politique publique américaine laissant les grandes banques locales faire tout et n'importe quoi. Et sa diffusion en Europe résultait d'une volonté commune des autorités monétaires européennes et des banques privées locales de s'internationaliser toujours davantage, quitte à investir dans des produits très spéculatifs. Or, ce sont bien ces réseaux financiers irresponsables qui nous promettent monts et merveilles si l'Europe et les États-Unis concluent un accord visant à accroître la concurrence commerciale entre eux. En effet, à l'origine des chiffres brandis par la Commission européenne, on trouve un *Centre de Recherche en Politiques Économiques* basé à Londres, et contrôlé par des autorités monétaires et de très grandes banques privées.

Gladio, l'OTAN et les politiques sécuritaires.

Cela fut un grand scandale au début des années 1990 : suite à une longue enquête judiciaire menée jusqu'au cœur des services secrets de l'armée italienne, le Premier ministre de ce pays était obligé d'annoncer que les pays de l'OTAN, tout au long de la guerre froide, avaient abrité une armée clandestine connue seulement de quelques initiés. Agissant en dehors de tout contrôle parlementaire et massivement constituée d'éléments anticomunistes (parmi lesquels d'anciens nazis et des militants d'extrême-droite), ces armées de l'ombre ont pratiqué de nombreuses activités illégales (espionnage et diffamation, notamment) et trempé dans des attentats terroristes. Scandalisé par ces informations, le Parlement européen réclama des enquêtes approfondies pour connaître le degré d'implication des décideurs politiques et militaires, européens et américains. Mais ni les États-membres ni les États-Unis ne souhaitaient vraiment faire la lumière sur cette affaire, qui reçut un enterrement de première classe. Trente ans plus tard, alors que les coopérations sécuritaires se sont multipliées avec les États-Unis, les choses n'ont guère changé. Après avoir découvert l'espionnage illégal des États-Unis en Europe, le Parlement européen a réclamé un gel provisoire de certains accords sécuritaires ; mais la Commission européenne (qui a le pouvoir

de décision) ne l'a pas entendu de cette oreille et maintient des échanges de données et diverses coopérations sécuritaires avec les États-Unis.

Les États-Unis plus courageux que l'Europe

Après la crise financière de 2007/2008, le gouvernement Obama a pris une décision importante en adoptant le *Foreign Account Tax Compliance Act*. Pour faire court, il s'agit d'obliger des banques et places financières non américaines à informer le fisc de l'existence de comptes détenus par des citoyens américains. De la Suisse au Luxembourg, les États-Unis ont ainsi fait reculer le secret bancaire en imposant une politique de transparence financière à des pays pourtant connus pour leur opacité en la matière. Comme aucun pays membre de l'Union européenne ne peut accorder un traitement plus favorable à une nation étrangère qu'à ses « frères » européens, le Luxembourg va probablement devoir clarifier ses comptes et ses fonctionnements bancaires vis-à-vis des autres pays européens. Un exemple qui prouve que la volonté politique d'aller dans le bon sens existe parfois, y compris aux États-Unis.

CONCLUSION : COMMENT POUSSER L'EUROPE DANS LE BON SENS ?

Après ces tests et les différents « profils » qui en ressortent, voilà que l'Europe se révèle un peu plus...Perchée sur des instances de décision trop souvent opaques, distantes et éloignées des citoyens, elle souffre d'un problème de « technocratie ». Elle confie trop de pouvoirs de décisions à des experts indépendants des urnes. Le cas de la Banque centrale européenne (BCE), loin d'être unique, en est un bon exemple.

Inconnus du grand public auquel ils ne doivent pas rendre des comptes, ces décideurs de l'ombre sont inversement fort proches du monde international des affaires (lobbies financiers, investisseurs étrangers, multinationales, etc.). De la **Table Ronde des Industriels européens au Transatlantic Policy Network**, les fusions d'intérêts et rapprochements entre le monde politique et le monde international des affaires sont - hélas - une réalité européenne.

Ceci explique en partie cela : à force de vouloir plaire à des firmes privées tentaculaires, l'Europe a mis en place des politiques globales (marché unique, monnaie unique, gouvernance économique, plans d'austérité...) qui partagent une même logique centrale.

Celle de soumettre la démocratie, les services publics, les filets de protection sociale et l'ensemble des politiques de solidarité à une mise à sac. Les multinationales, libres de se localiser où elles le souhaitent, visent prioritairement les régions à bas salaires où les travailleurs sont flexibles, les syndicats peu présents et peu revendicatifs et les impôts sur les bénéfices pratiquement inexistantes. Dans ce jeu de dupes, les délocalisations et restructurations abondent, les licenciements sont nombreux, les dettes publiques s'envolent, les pauvres et les travailleurs mal payés se multiplient...

Quelques pistes de solution

La crise sociale est une conséquence directe de la crise démocratique au niveau européen. Pour en sortir, pour faire reculer la pauvreté mais aussi la précarité dans le monde du travail et l'incertitude des politiques économiques et sociales, il faudrait **pousser l'Europe dans le bon sens** : la rendre plus proche du citoyen. Mais comment ?

1. Commençons par **changer les règles de fonctionnement du marché européen** : on ne peut plus tolérer une concurrence faussée par le *dumping*, où les normes salariales, sociales et fiscales les plus basses servent de référence. Il faut donc revoir les règles du jeu du marché unique européen, en trouvant des mécanismes de concurrence respectueux des travailleurs et du financement public des filets de protection sociale.
2. Malheureusement, l'Europe s'enfonce plutôt dans ses erreurs en négociant avec les Etats-Unis (mais aussi avec d'autres pays) un élargissement géographique des règles du marché unique. Cela aggrave l'éloignement des centres de décision politiques et rend l'Europe de plus en plus technocratique. Face à cette logique menaçante pour la démocratie, il n'y a pas le choix : **il faut s'opposer aux accords dits de « libre-échange » actuellement négociés par l'Union européenne.**
3. Ces accords dits de « libre-échange » sont d'autant plus dangereux qu'ils provoquent invariablement des fusions et acquisitions d'entreprises (plus le marché s'élargit, plus il y a de consommateurs, plus les multinationales peuvent grossir via une logique cannibale consistant à manger plus petits qu'eux). Cela accroît les inégalités au sein du marché, tout particulièrement entre multinationales et PME. **Ouvrons les yeux : ce ne sont pas les taxes et les exigences administratives qui étouffent les PME de nos jours, mais bien la concurrence inégale avec des mastodontes financiers couplée à un appauvrissement généralisé des populations (qui consomment forcément moins).**
4. Au problème social s'ajoute un problème environnemental : le recours massif à la sous-traitance ne se contente pas d'exploiter une main-d'œuvre bon marché, il nourrit également des intermédiaires peu scrupuleux fabriquant des prothèses mammaires PIP, des lasagnes à la viande de cheval et... d'innombrables produits dangereux pour la santé. Car les agences sanitaires européennes, censées stopper l'arrivée de produits toxiques sur le marché, sont aussi enlisées dans des conflits d'intérêts avec le secteur privé. **Ces problèmes ne seront pas résolus par une relance de l'économie : seule une relance de la démocratie peut y arriver (en limitant les conflits d'intérêts et en fixant des limites au pouvoir des multinationales) !**

5. Cette relance de la démocratie passe par un refus des traités d'austérité et un redéploiement de la justice fiscale : il n'est pas normal que les impôts et taxes qu'on paie diminuent proportionnellement au niveau de richesse. Or, c'est bien ce qui se passe avec les cadeaux fiscaux aux multinationales et les pratiques d'évasion fiscale. **Si l'Europe veut prétendre à être un projet citoyen, qu'elle le prouve en mettant fin à la concurrence fiscale entre États et en instaurant une taxe sur les transactions financières visant prioritairement les activités les plus spéculatives.**

6. Pour prendre cette direction, l'Europe doit stopper ses relations privilégiées avec de puissantes multinationales (industrielles et financières), et se tourner vers l'ensemble des citoyens. Cela implique de sanctionner les pays membres qui répriment, de façon injuste, les mouvements sociaux organisant des contestations démocratiques. Il faut également revoir les règles de fonctionnement de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice, qui coordonne au niveau européen les actions judiciaires, pénales et policières en laissant trop de place à l'arbitraire (notamment dans la définition du terrorisme).

L'Europe doit protéger (et non attaquer, ou fermer les yeux lorsqu'elles sont attaquées) nos libertés fondamentales : droit de manifester, droit de grève, droit de se mobiliser...

7. Finalement, ce qu'il convient de faire, c'est de regarder d'un œil critique l'actualité. **Ne pas prendre pour argent comptant les promesses politiques, ne pas croire sur parole les discours européens, mais toujours les confronter à la réalité. Pour se faire, il faut absolument s'informer et agir !**

Où s'informer ? Où militer ?

À l'origine de cette campagne « Ensemble, poussons l'Europe dans le bon sens ! », le Centre d'éducation populaire André Genot (CEPAG). En tant que mouvement d'éducation permanente, il effectue des recherches, publie des notes, études et livres, réalise des documentaires, assure des formations et organise des conférences portant sur de nombreuses questions démocratiques et sociales. Il mène également des actions concrètes sur le terrain. Voici, thème par thème, quelques pistes d'action et/ou d'information proposées par le CEPAG sur des enjeux européens.

Enjeux démocratiques, sociaux et environnementaux :

- **Livre : *Europe, biographie non autorisée. De la « paix américaine » à la « civilisation-poubelle »*** par Bruno Poncelet (éditions ADEN/CEPAG/Barricade, 2014). Ce livre revient en détail sur tous les thèmes abordés dans cette campagne, et permet d'aller plus loin dans la compréhension des grands enjeux européens.
- **Site Internet : www.danslebonsens.be.** Outre les tests sur l'Europe, ce site propose des « recettes » pédagogiques pour comprendre le cynisme des politiques européennes et proposer des changements de cap possibles.
- **Emission Regards** (avril 2014) - diffusée sur les chaînes de la RTBF et visionnable sur www.cepag.be/regards

Dites « non ! » au marché transatlantique :

- **Livre : *Le grand marché transatlantique (les multinationales contre la démocratie)***, par Bruno Poncelet et Ricardo Cherenti (éditions Bruno Leprince, réédité en 2014).
- **Site internet : www.no-transat.be.** Sur ce site, on peut signer une pétition en ligne pour s'opposer à la création d'un marché transatlantique. On peut aussi s'inscrire à une Newsletter pour être informé d'actions et de mobilisations.

Enfin, dans la rubrique « Actus » du site, on peut prendre connaissance des votes politiques faits à ce sujet au Parlement européen.

- **Emission Regards** (avril 2014) - diffusée sur les chaînes de la RTBF et visionnable sur www.cepag.be/regards

Finances publiques et lutte contre l'austérité :

- **Livre : *Et si on arrêtait de payer ? 10 questions/réponses sur la dette publique et les alternatives à l'austérité***, par Olivier Bonfond (éditions Aden/CEPAG/CADTM, réédition 2014).
- **Site internet : www.onveutsavoir.be** Sur ce site, on trouve un formidable dessin animé résumant l'enjeu des dettes publiques et pourquoi il faut refuser l'austérité. Des actions concrètes sont également proposées à travers des comités locaux d'audit de la dette publique.
- **Étude « *Que faire avec les agences de notation ?* »** - Olivier Bonfond (juin 2012) – disponible sur www.cepag.be/productions/études
- **Emissions Regards « *Des canaris dans la mine* »** (novembre 2013) & « ***Et si on arrêtait de payer ?*** » (septembre 2013). Réalisation : Yannick Bovy, visionnables sur www.cepag.be/regards

Conditions de travail et actions collectives :

- **Livre : Le travail, une question politique**, par Nicolas Latteur (éditions Aden/CEPAG, 2013).
- **Emissions Regards « Dumping Cosmos »**, (décembre 2013) – Réalisation Yannick Bovy (visionnable sur www.cepag.be/regards).

Réfléchir et proposer des alternatives :

- **Livre : Il faut tuer TINA. Propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde**, par Olivier Bonfond (éditions Aden/CEPAG, à paraître).

Bien entendu, le CEPAG n'est pas seul pour réfléchir et proposer des alternatives. Voici quelques sites pour vous informer et en apprendre davantage :

- **www.econospheres.be** : bibliothèque en ligne d'articles socioéconomiques rédigés par des chercheurs académiques, associatifs et syndicaux de Belgique.
- **www.corporateeurope.org** : principalement en anglais, ce site détaille les pratiques d'influence et de lobbying des multinationales au sein des instances européennes.

- **www.votewatch.eu** : exclusivement en anglais, ce site vous met dans la peau d'un député appelé à voter sur des propositions de textes européens. Au terme de cet exercice, le site vous permet d'identifier les élus politiques qui, sur base de leurs votes réels, sont les plus proches de vos idées.

Pousser l'Europe dans le bon sens, c'est aussi faire des propositions, mener des actions, militer... Du monde syndical au secteur associatif, les mouvements collectifs pour défendre la démocratie, la solidarité et l'écologie ne manquent pas !

Pousser l'Europe dans le bon sens, c'est aussi débattre et échanger des idées. L'équipe du CEPAG se tient à votre disposition si vous souhaitez débattre d'enjeux européens : **europe@cepag.be !**

POUR TOUTE DEMANDE CONCERNANT LA CAMPAGNE : EUROPE@CEPAG.BE

CEPAG

47 Rue de Namur
5000 Beez

tél : 081/26 51 56
cepag@cepag.be

www.cepag.be

Editeur responsable :
Anne-Marie Andrusyszyn
47 Rue de Namur – 5000 Beez

Graphisme : www.synthese.be
Illustrations : Martin Saive
Rédaction : Bruno Poncelet

Avril 2014

WWW.DANSLEBONSENS.BE

UNE CAMPAGNE DU **CEPAG**

Avec le soutien de  **FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES**